

Actualités municipales en rafales

Table de concertation des
maires
Fredericton
8 et 9 février 2018



Sujets à l'ordre du jour

- Légalisation du cannabis
- Infrastructures – Nouveau Fonds Chantier Canada
- Formules de financement et fiscalité municipale
- Pleine municipalisation et renforcement de la gouvernance locale

Légalisation du cannabis:

Coûts et partage des revenus

Bref historique

- **Octobre 2017**: proposition du gouvernement fédéral de partager les revenus de la taxe d'accise sur la vente du cannabis à 50/50 entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires
- Mémoire déposé le **7 décembre 2017** par la FCM
- Le même jour, comparution de l'AFMNB devant le Comité sénatorial permanent des finances nationales

Position de la FCM dans son mémoire

- Demande un **partage juste et équitable** des revenus des taxes de vente du cannabis pour les municipalités
- Recommande d'**attribuer le tiers (33 %) du total des revenus de la taxe d'accise sur la vente du cannabis aux gouvernements municipaux** afin de compenser les coûts municipaux d'administration et de services policiers.

Position de l'AFMNB

- 7 décembre 2017: comparution de *Frédéric Dion*, directeur général de l'AFMNB, et *Paolo Fongémie*, représentant Chaleur au CA de l'AFMNB et maire de Bathurst, devant le **Comité sénatorial permanent des finances nationales**
- Présenter les préoccupations des municipalités du N.-B. à l'égard des impacts financiers qui seront engendrés par l'entrée en vigueur des lois fédérales qui légaliseront la consommation, la vente et la culture du cannabis le 1^{er} juillet 2018
- Position harmonisée avec la Fédération canadienne des municipalités quant au partage des revenus de la taxe d'accise

Résultat

- **11 décembre 2017**: accord gouvernement fédéral-provinces et territoires pour une répartition 25/75 des revenus de la taxe de vente sur une période de deux ans

Résultat

- **13 décembre 2017:** déclaration du Premier Ministre, l'hon. Justin Trudeau: *« les cités et les villes du pays figurent parmi nos principaux partenaires dans le dossier de la légalisation et de la stricte réglementation du cannabis. Voilà pourquoi nous remettrons aux provinces et aux territoires 75 % de la taxe d'accise que générera le cannabis. Les municipalités pourront ainsi obtenir les ressources dont elles ont besoin pour tenir cette substance loin des enfants et garder les profits hors des mains des criminels.*

L'entente conclue sera passée en revue dans les six mois suivant la légalisation du cannabis afin de confirmer que les municipalités, les cités et les villes ont l'appui des provinces »

- Quelle part pour les municipalités du N.-B.?

Coûts pour les municipalités

- Estimations préliminaires présentées par la FCM dans son mémoire
- La FCM a cerné deux grands facteurs de coûts:
 - ❖ Le poste administration municipale
 - ❖ Les coûts liés aux services policiers municipaux

Coûts liés à l'administration municipale

- L'aménagement urbain
 - ❖ (p.ex. règlements municipaux et zonage);
- Les permis commerciaux;
- L'application des règlements administratifs
 - ❖ (p.ex. : plaintes de nuisance liées à la culture et à la consommation en public, application des règlements de zonage, etc.);

Coûts liés à l'administration municipale *Suite...*

- La prévention des incendies
 - ❖ (p.ex. pompiers, inspections des établissements de détail et de production par les services de prévention d'incendie);

- La santé et l'éducation
 - ❖ (p.ex. l'affichage, les évaluations des conséquences sur la santé, la réduction des méfaits et la prévention); coûts juridiques liés à la légalisation et à la lutte contre les activités illégales;

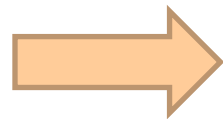
- Mobilisation du public et communications
 - ❖ (p.ex. consultations publiques relatives au zonage).

Coûts liés aux services de polices

- La formation supplémentaire ou nouvelle formation requise en reconnaissance de drogues,
- L'acquisition de matériel et de fournitures de dépistage en bordure des routes, lutte continue contre les activités illégales (crime organisé, production et distribution illégales),
- Le personnel et les équipements supplémentaires requis pour répondre aux appels de service liés à la conduite avec les facultés affaiblies par la drogue,

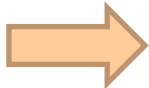
Coûts liés aux services de polices *Suite...*

Services de police municipaux
et
contrat avec la GRC



Même Combat

Estimations préliminaires de coût annuel pour les municipalités

- À l'échelle du Canada:
Entre 210 et 335 millions de dollars
- À l'échelle du Nouveau-Brunswick:
Entre 3 et 5 millions de dollars
- À l'échelle de nos 50 municipalités membres:
Entre 1.8 et 3 millions de dollars
 *Voir tableau des projections de coûts*

Principes en jeu

- Pas de nouvelles responsabilités sans avoir en contrepartie les moyens financiers de les assumer
- Nouvelle *Loi sur la gouvernance locale*:
Municipalités = palier de gouvernement
Les municipalités doivent donc être autour de la table de discussion

Plus d'informations

Il vous est possible de consulter l'intégralité du mémoire déposé par la FCM en vous rendant sur leur site web a page suivante :

https://fcm.ca/Documents/members_only/20171207-FCM-CannabisExciseTax-Submission-FR.pdf

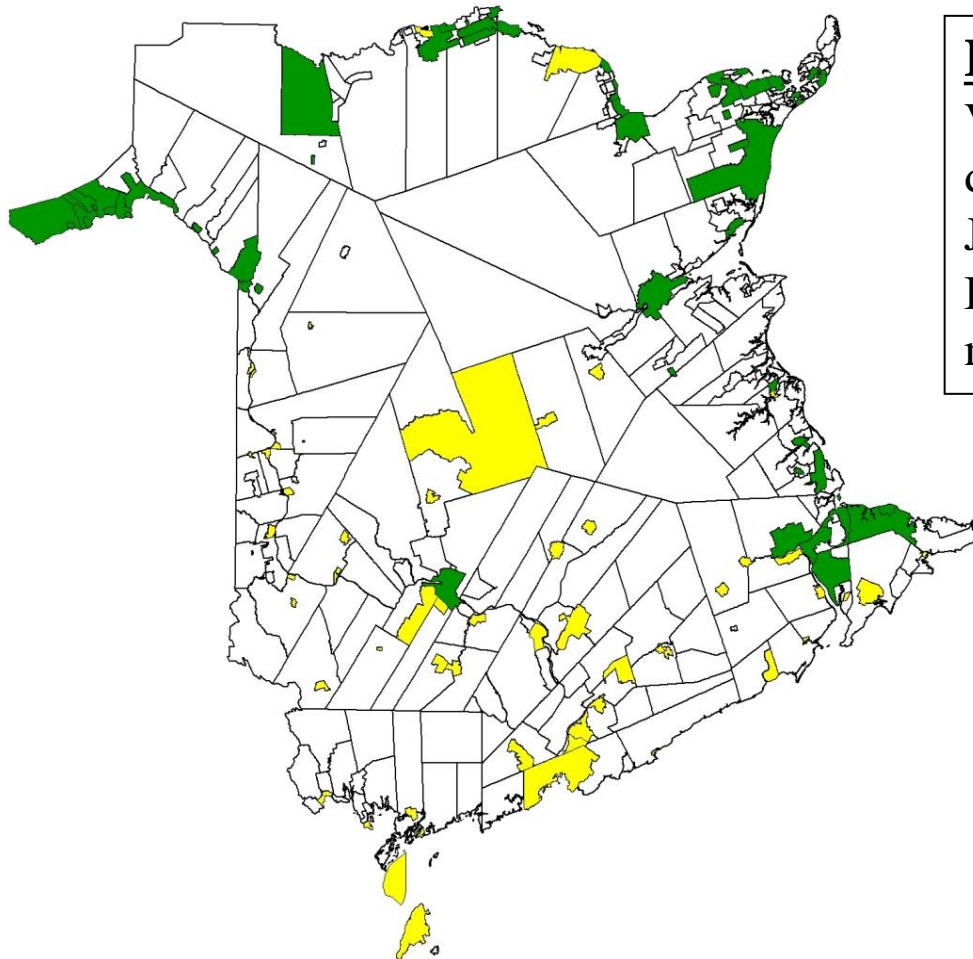
Le mémoire de l'AFMNB est disponible sur notre site web sous l'onglet *Publications/Mémoires et rapports*

Pleine municipalisation et renforcement de la gouvernance locale

Rappel et mise en contexte

- Priorité no. 1 de l'AFMNB depuis plusieurs années
- Convention de l'Acadie du N.-B. 2014: priorité de la communauté acadienne pour les prochains dix ans
- Près d'un Acadien ou Francophone sur trois dans la province habitent dans des DSL et est privé du levier de gouvernance locale qu'est la municipalité
 - ❖ Dans certaines régions, la situation est encore plus criante, comme dans le comté de Kent où la proportion d'Acadiens et Francophones qui habitent dans les DSL grimpe même jusqu'à 65%

Une image vaut mille mots...



Légende

Vert : Municipalités membres de l'AFMNB

Jaune : Autres municipalités

Blanc : Territoire non-municipalisé

Projet proposé

Renforcement de la gouvernance locale de l'Acadie du N.-B.

Concertation et coordination de la communauté acadienne du N.-B.

- Création d'un comité d'encadrement;
- Recherche sur le rôle de la gouvernance locale en contexte minoritaire (en collaboration avec la chercheure Michelle Landry)
- Campagne de sensibilisation publique sur les enjeux de gouvernance locale pour la communauté acadienne et francophone du N.-B.
- États généraux sur la gouvernance locale (Printemps 2020)

Projet proposé (Suite)

Appui et accompagnement des communautés locales dans les projets de regroupement

- Création d'un Centre d'expertise en gouvernance locale
 - Propositions pour créer des incitatifs et éliminer les barrières actuelles au renforcement de la gouvernance locale au N.-B.;
 - Appuis techniques aux projets de regroupements (aide à la réalisation des études de faisabilité, aide à l'élaboration de stratégies de communication, etc.);
 - Consolidation à long terme du Centre d'expertise en gouvernance locale (engagements de partenaires, recherche de financement à long terme, etc.)

Impact visé

Que davantage de la population acadienne et francophone du N.-B. présentement exclue (qui réside présentement dans des DSL) ait accès au levier de gouvernance locale que sont les municipalités, contribue au financement et ait accès :

- à des services de qualité en français offerts par les municipalités (activités culturelles et de loisir, affichage commercial en français, etc.)
- au rôle d'agent de développement dans divers dossiers liés aux langues officielles que jouent les municipalités (immigration francophone, aménagement culturel du territoire, développement économique, tourisme) afin de contribuer à une meilleure qualité de vie pour la population acadienne du N.-B.